

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BANQUE CHABRIERES**

Société Anonyme au capital de 10 080 000 euros  
Siège social : 24 rue Auguste Chabrières – 75015 PARIS  
314 007 709 R.C.S PARIS

Exercice social du 01/01/2025 au 31/12/2025  
Comptes annuels approuvés par l'AGO. Annuelle du 12 mai 2026

**Bilan social au 31 décembre 2025** (en milliers d'euros)

Postes	ACTIF	Notes	31/12/2025	31/12/2024
1	Caisse, banques centrales, C.C.P		7 658	9 075
3	Créances sur les établissements de crédit	1	286 660	313 753
4	Opérations avec la clientèle	2	166 261	135 055
7	Participations & autres titres détenus à long terme	4	1	1
9	Crédit-bail et location avec option d'achat	5	3 039	3 814
11	Immobilisations incorporelles	6	354	436
12	Immobilisations corporelles	7	1 395	1 131
15	Autres actifs	8	2 565	2 102
16	Comptes de régularisation	9	10 924	55 554
	<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>478 857</b>	<b>520 922</b>

Postes	PASSIF	Notes	31/12/2025	31/12/2024
2	Dettes envers les établissements de crédit	10	4	200
3	Opérations avec la clientèle	11	371 760	428 215
5	Autres passifs	13	1 813	1 459
6	Comptes de régularisation	14	14 889	9 945
7	Provisions pour risques & charges	15	522	363
9	Fonds pour risques bancaires généraux		2 500	2 439
10	Capitaux propres	16	87 370	78 300
11	Capital souscrit		10 080	10 080
13	Réserves		1 008	1 008
16	Report à nouveau (+/-)		67 212	56 483
17	Résultat de l'exercice (+/-)		9 070	10 728
	<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>478 857</b>	<b>520 922</b>

Postes	HORS BILAN SOCIAL	31/12/2025	31/12/2024
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
	Engagements de financement	39 895	24 969
	Engagements de garantie	600	100
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
	Engagements de garantie reçus d'EC	90 000	109 500
	Garanties reçues de la clientèle	120 000	90 000

Postes	COMPTE DE RESULTAT SOCIAL	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>PRODUITS &amp; CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>				
1	+ Intérêts & produits assimilés	20	12 126	16 286
2	- Intérêts & charges assimilées	21	4 708	6 893
3	+ Produits sur opérations de crédit-bail & assimilées		1 342	1 486
4	- Charges sur opérations de crédit-bail & assimilées		1 120	1 255
8	+ Commissions (produits)	22	47 427	42 513
9	- Commissions (charges)	22	26 350	21 947
12	+ Autres produits d'exploitation bancaire		30	34
13	- Autres charges d'exploitation bancaire		1 124	789
	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>27 624</b>	<b>29 434</b>
14	- Charges générales d'exploitation bancaire	23	14 112	13 313
15	- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	23	625	540
	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>12 887</b>	<b>15 580</b>
16	-/+ Coût du risque	24	- 769	- 1 102
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>12 118</b>	<b>14 478</b>
17	-/+ Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
	<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>12 118</b>	<b>14 478</b>
18	-/+ Résultat exceptionnel		0	-51
19	- Impôts sur les bénéfices	25	2 987	3 699
20	-/+ Dotation/reprises de FRBG et provisions réglementées		-61	0
	<b>RESULTAT NET</b>		<b>9 070</b>	<b>7 958</b>

#### ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX (Exercice arrêté au 31 décembre 2025).

**1. CADRE GENERAL. 1.1 La Banque Chabrières.** La Banque Chabrières est la filiale bancaire du Groupement Les Mousquetaires, détenue à 99% par ITM Entreprises et à hauteur des 1% restant par la Société Civile des Mousquetaires. La Banque détermine sa stratégie et sa politique de développement en intégrant les attentes du Groupement et intervient aujourd'hui sur des marchés clients différents : les Adhérents Mousquetaires, les Sociétés Mousquetaires amont et aval. **1.2 Evènements significatifs.** La Banque Chabrières a évolué dans un contexte économique moins tendu qu'en 2024 avec une inflation faible, et une relative stabilité des taux d'intérêts, contribuant à limiter les impacts sur ses activités. La Banque a, en outre, accompagné le Groupement dans sa stratégie de croissance externe avec le rachat des Points de Vente ex Casino et ex Colruyt. Enfin, les actions menées ces deux dernières années ont permis à la Banque Chabrières de continuer à proposer une gamme de produits et de services adaptés à destination des Points de Vente et des Adhérents. Par son organisation, la Banque limite les impacts de l'environnement économique sur ses activités. On retiendra les éléments suivants : • L'activité d'Ingénierie financière (PROMEX) a poursuivi son rôle de mise en relation entre les Adhérents et les grandes banques de la place pour la recherche de financement lors de l'acquisition, ou la reprise de Points de Vente. • L'activité de crédit aux Points de Vente a été, cette année, très performante, avec une nouvelle production de + 50 M€. • L'activité Gestion de Patrimoine a été réorganisée et sa stratégie revue afin de proposer aux Adhérents ou Persévérants, des placements adaptés à leur besoin et dont le profil de risques est maîtrisé. • L'offre monétique qui accompagne au quotidien les Points de Vente. Également, la Banque Chabrières a concrétisé divers projets ou actions tels que la mise en place des évolutions réglementaires en matière de moyens de paiement comme Instant Payment, et VOP. **Contrôle fiscal en 2025 :** La Banque Chabrières a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices comptables 2022 à 2024. Le contrôle s'est déroulé de juin à novembre 2025 et a été clôturé par l'Administration Fiscale sans donner lieu à une rectification. **2. REGLES ET METHODES COMPTABLES. 2.1 Méthode de présentation appliquée.** Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : • Continuité de l'exploitation ; • Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception de l'impact non significatif du changement comptable ci-dessous ; • Indépendance des exercices • et conformité au regard des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les comptes annuels de la Banque Chabrières sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions applicables aux banques, telles que définies par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 et par le règlement de l'ANC 2020-10. L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ». **2.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation. 2.21 Principes comptables et méthodes d'évaluation.** La Banque n'opère aucune opération en devises. **2.22 Opérations avec les établissements de crédit et créances sur la clientèle** Les créances sur les établissements de crédit comprennent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les crédits à la clientèle enregistrent les opérations effectuées avec les agents économiques autres que les établissements de crédits, que ce soit sous la forme de crédits ou de comptes ordinaires. Les créances sur la clientèle comprennent des crédits de trésorerie, des crédits d'équipements à court, moyen et long terme et autres crédits à la clientèle, les comptes débiteurs de la clientèle ainsi que les créances rattachées, incluant notamment les intérêts courus non échus sur l'ensemble de ces créances. Les accords crédits consentis mais non versés sont enregistrés au hors bilan au poste engagement de financement, ainsi que les lignes de découvert accordées mais non utilisées. Les créances sur la clientèle dont le recouvrement est devenu incertain font l'objet d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable qui en résultera pour la Banque. Les dépréciations affectées à des risques spécifiques sont portées en déduction des actifs correspondants. Les règles d'évaluations et de comptabilisations sont présentées ci-après.

**A/ Créances et dépréciations sur les opérations Crédits de Clientèle. • Créances douteuses Crédits clientèle.** Conformément au règlement ANC 2014-07 (articles 2211-1 à 2251-13), les créances, même assorties de garanties sont enregistrées en encours douteux dès qu'elles sont porteuses d'un risque de crédit avéré en raison d'une perte probable à la suite de : • l'existence d'impayés supérieurs à 90 jours ; • un risque de non-recouvrement dû à une situation financière dégradée ; • l'existence de procédures collectives ou contentieuses de toutes sortes. Lorsqu'aucun règlement n'est intervenu au cours des 15 mois précédents, les créances sont déclassées des encours non compromis en encours litigieux. Ce déclasserment peut également être effectué si une information sur la solvabilité de la contrepartie est parvenue à la Banque, ou à la demande du comité des risques. Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles et qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement déclassés dans cette catégorie. **Dépréciation des créances douteuses.** Conformément au règlement ANC 2014-07, les créances doivent être classées en fonction de leur risque de non-recouvrement, distinguant les créances saines, les créances sensibles et les créances douteuses. La dépréciation est obligatoire pour les créances douteuses, et peut être constituée pour les créances sensibles. Elle doit être calculée de manière prudente, en tenant compte de tous les éléments susceptibles d'affecter le recouvrement de la créance, tels que la situation financière du débiteur, les garanties éventuelles, et l'ancienneté de la créance. Le montant de la dépréciation doit refléter la perte probable, et être réévalué à chaque clôture d'exercice. La reprise de la dépréciation est possible si le risque de non-recouvrement diminue. A ce titre, les échéances impayées de plus de 3 mois sont provisionnées à 100 %. Concernant les dépréciations sur la partie non échue des créances douteuses, elles sont déterminées de façon individuelle sur chaque engagement en fonction du risque de crédit propre à chaque débiteur. Les créances douteuses faisant l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire sont déchues de leurs termes et sont provisionnées à 100 %, capital et intérêt. Les créances faisant l'objet de redressement judiciaire ou de sauvegarde de justice sont provisionnées à 50 % du capital restant dû, les échéances échues et non réglées sont provisionnées à 100 %. Une revue périodique des créances dégradées est effectuée en comité afin d'actualiser les flux de recouvrement estimés et de mettre à jour le niveau de provisionnement spécifique à chaque dossier. Par exception à l'application de l'article 2231-2, les méthodes précitées constituent une dérogation à l'ANC 2014-07, l'analyse rétroactive réalisée par la banque confirme le caractère non significatif de cette dérogation. Par application de cette méthode dérogatoire, la Banque a réalisé un test rétroactif (back-testing) sur le provisionnement de ses dossiers douteux portant sur la période 2017-2025, visant à s'assurer de l'adéquation de la dépréciation avec le risque pour le portefeuille. La réalisation de ce test permet de conclure que l'application des règles de provisions est conforme aux données historiques. **Passage en perte.** Un passage en perte est effectué pour une personne morale, lorsque celle-ci a été mise en liquidation, et que la Banque a reçu un certificat d'irrécouvrabilité de la part du liquidateur, et que les cautions s'avèrent insolubles. **Gestion des expositions non performantes (ENP) et des expositions restructurées (EBA/GL/2018/06).** Afin de suivre et gérer les expositions non performantes de son portefeuille de crédit, la Banque a mis en place dans son cadre d'appétence aux risques des indicateurs de pilotage. Dans le cadre de sa stratégie de réduction de ses expositions non performantes, la Banque a mis en œuvre son plan d'action à court terme. La Banque a également adapté son processus de restructuration des expositions et les modalités de suivi des expositions restructurées. Dans le portefeuille de crédits actifs sur les deux marchés Mousquetaires, une créance restructurée est caractérisée par l'existence d'une difficulté financière au niveau du client et d'une concession faite par la Banque sur les termes du contrat et encadrée juridiquement, permettant au débiteur de payer sa dette. Cette concession implique la mise en place d'un nouveau plan d'apurement. Ces dossiers sont identifiés et suivis dans le cadre du dispositif de suivi et de maîtrise du risque de crédit. En présence de difficultés financières, le réaménagement de la créance identifiée, encadrée ou non juridiquement, est alors validée en Comité des risques de crédit. La créance recevable en « restructuration » est d'abord maintenue en créance douteuse pendant une période d'observation au cours de laquelle tout impayé de plus de 30 jours entraîne une action immédiate de recouvrement. Après cette période d'observation, la créance est basculée en créance restructurée. En 2025, aucune créance restructurée n'est identifiée. Six dossiers sont en cours pour des plans d'apurement mais encore dans la phase d'observation ; ils n'ont pas basculé en créance restructurée. Elles sont réparties en restructurations ordinaires et en moratoires (restructurations commençant par un délai sans paiement) et qualifiées : • pour les restructurations ordinaires : - en douteux non compromis des créances à partir d'un impayé – en douteux compromis des créances à partir du 4<sup>ème</sup> impayé. Les créances sur lesquelles aucun impayé n'est constaté sont classées en encours sains. • pour les moratoires, en douteux compromis des créances ayant un délai de report supérieur à deux ans ou, si le délai est inférieur à deux ans, en l'absence d'un plan de remboursement prédéterminé. **2.23 Immobilisations incorporelles et corporelles.** Les immobilisations sont des actifs corporels qui sont détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de services, soit pour être loués à des Tiers, soit à des fins administratives. Ces actifs sont utilisés sur plus d'une période. Les immobilisations sont des actifs non monétaires identifiables, sans substance physique. Conformément aux règlements n° 2014-03 de l'Autorité des Normes comptables : • les immobilisations sont inscrites pour leur coût d'acquisition ; • les immobilisations sont amorties par composants sur les durées fiscales admises par l'Administration fiscale, selon le mode linéaire ; • pour les immobilisations incorporelles un amortissement linéaire est effectué, la Banque n'effectue plus d'amortissement dérogatoire. Dans le cadre de l'activité de crédit-bail, les immobilisations financées sont enregistrées à l'actif de la Banque pendant toute la durée du contrat. Le transfert de propriété est effectif après le paiement de la valeur résiduelle. Concernant la valeur résiduelle, elle représente en général 1% du montant de l'immobilisation. Les immobilisations en crédit-bail sont amorties selon les modes linéaire et dégressif pour une durée comprise entre 60 et 84 mois. **2.24 Intérêts et assimilés – Commissions.** Les intérêts et agios générés par les activités de dépôt, de crédit et de trésorerie sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation : • commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement de la prestation ; • commissions rémunérant une prestation continue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation. Les commissions sont constituées des opérations traitées pour le compte de la clientèle notamment les flux, monétiques et moyens de paiement. Les commissions et produits assimilés sur opérations bancaires avec la clientèle sont enregistrés en résultat dès qu'ils sont dus. Les indemnités de résiliation et de retard sont enregistrées dès qu'elles sont acquises. **2.25 Charges d'exploitation.** Pour l'exercice 2025, celles-ci se répartissent comme suit : Frais de personnel incluant les charges sociales et les cotisations retraite : **6 951 981 €**. Impôts et taxes sur salaires : **625 437 €**. Charges générales d'exploitation : **7 159 707 €**. **2.26 Coût du risque.** Le coût du risque enregistre les coûts inhérents aux risques de crédit. Le poste intègre notamment : • les dotations et reprises de provisions ; • les pertes et abandons de créances ; • les récupérations sur créances amorties. Les pertes sur créances douteuses sont comptabilisées après la constatation de l'irrécouvrabilité par les unités en charge du contentieux et validation du Comité des Risques de Crédit. **2.27 Produits et charges exceptionnels.** En application de l'article 513-5 du PCG (issu du règlement ANC n° 2022-06), le résultat exceptionnel comprend : - Les éléments directement liés à un événement majeur et inhabituel ; - Une liste limitative d'éléments classés par nature en exceptionnel. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Banque Chabrières n'a enregistré aucune opération de cette nature. En conséquence, le résultat exceptionnel s'élève à 0 €. **2.28 Méthode de calcul du résultat par action.** Conformément aux statuts de la Banque, le montant des actions est arrêté sur décision du Conseil d'Administration.

NATURE DES INDICATIONS	2024	2025
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>		
Capital social	10 080 000	10 080 000
Nombre des actions ordinaires existantes	504 000	504 000
<b>OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE</b>		
Résultat après impôts	10 728 429	9 069 622
Résultat distribué	-	-
<b>RÉSULTAT PAR ACTION</b>		
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	21,29	18,00

**2.3 Identité des sociétés consolidantes.** Les comptes de la Banque Chabrières sont consolidés par intégration globale dans les comptes de la société Les Mousquetaires, société par actions simplifiée, dont l'établissement principal est 1 Allée des Mousquetaires – 91070 BONDOUFLE, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 789 169 323. **2.4 Situation fiscale.** Au 31 décembre 2025, le bénéfice fiscal s'élève à 11 664 910 €. L'impôt sur les sociétés, calculé pour sa totalité au taux de 25%, s'établit à 2 916 227 €. La contribution sociale de 3,3 % assise sur l'impôt sur les sociétés s'élève à 71 057 €. Le montant total de l'impôt 2025 est de 2 987 284 € soit un taux d'imposition globale de 25,61 %. La vérification de la comptabilité des exercices 2022 à 2024 s'est achevée sans rectification en novembre 2025. Ces exercices bénéficient de la garantie fiscale sur les points de contrôle repris dans l'avis d'absence de vérification. **2.5 Provisions réglementées.** Il n'a pas été constitué en 2025 de dotation aux amortissements dérogatoires. **2.6 Fonds pour risques bancaires généraux.** La Banque constitue un Fonds pour Risques Bancaires Généraux en lien avec les risques inhérents à son activité. Pour rappel, ce fonds, inscrit distinctement dans les capitaux propres de la Banque, est destiné à couvrir les risques inhérents à l'activité bancaire, et n'est pas affecté à des risques spécifiques déterminés à la clôture de cet exercice. Ceux-ci sont couverts par des dépréciations spécifiques ou par des provisions pour risques affectés. **2.7 Engagements de Hors Bilan.** En tant qu'établissement de crédit, la Banque Chabrières a l'obligation de respecter les ratios prudentiels définis par le règlement d'exécution (UE) 2021/451 de la Commission Européenne relatif au contrôle des grands risques. Dans ce cadre réglementaire, la Banque Chabrières a, en 2024, négocié auprès de grandes banques de la Place des nouvelles garanties en remplacement des précédentes qui sont arrivées à échéance au 1<sup>er</sup> juillet 2025. Ces nouvelles garanties s'élèvent à 90 M€, et sont amortissables sur une durée de 8 ans, soit à échéance juillet 2031. Ces garanties couvrent les créances de toutes natures de la Banque Chabrières sur les personnes constituant le Groupement Les Mousquetaires au regard de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution : Points de Vente des enseignes du Groupement et filiales directes et indirectes d'ITM ENTREPRISES SAS.

De même, la Société ITM ENTREPRISES SAS a affecté des dépôts-espèces au profit de la Banque Chabrières en garantie de ses créances de toutes natures sur les personnes constituant le Groupement Les Mousquetaires. En 2025, le montant des dépôts nantis pour une période initiale de 8 ans se situe à 120 M€. Opérations sur instruments financiers à terme : des opérations de couverture des risques de taux d'intérêt ont été conclues avec divers établissements de crédit dans le cadre de la convention AFB relative aux opérations sur les marchés à terme. Ces opérations sont du type "macro-couverture" et prennent la forme de « caps » ou de « floor ». Le notionnel de ces opérations au 31 décembre 2025 s'élève à 138 438 948 €. La valeur de marché de ces positions au 31 décembre 2025 est de 1 227 560,21 €. En application des stratégies sur les activités de crédit exposées dans le rapport de gestion, les principes comptables appliqués sont les suivants : • Garanties reçues des établissements de crédit : enregistrement pour leur valeur nominale par établissement garant. • Nantissements de dépôt : enregistrement pour la valeur nominale des dépôts inscrits dans les comptes créditeurs de la clientèle. • Contrats d'échange de taux d'intérêt : ces opérations sont enregistrées en hors-bilan pour le notionnel des contrats. Les primes payées sont étalées sur la durée du contrat, et les intérêts courus à recevoir et à payer sont comptabilisés à chaque arrêté, pour les contrats non échus. En application de l'ANC 2014-07 art. 2521-1 à 2529-1, les intérêts courus sont enregistrés pour leur montant net tant au compte de résultat qu'en comptes de régularisation. L'effet sur les comptes de régularisation des opérations en cours au 31 décembre 2025 est détaillé en notes 9 et 14. De plus, et selon l'ANC 2014-07, figurent en note 24 la nature et le volume des instruments financiers concernés, ainsi que leur valeur de marché déterminée selon la méthode du coût de remplacement. Les contreparties sont des établissements de crédit faisant l'objet d'une notation par les agences internationales de notation. Le risque de contrepartie est apprécié conformément aux dispositions du règlement 575/2013 du parlement européen et du conseil. **2.8. Proposition d'affectation du résultat.** Les comptes annuels font apparaître un bénéfice de 9 069 621,69 €. Il est proposé de l'affecter comme suit : Au compte de report au nouveau : 9 069 621,69 €.

## 2.9 Réserve latente

CREDIT-BAIL EN (K€)	2024	2025
<b>ENCOURS FINANCIERS</b>	4 293	3 234
ENCOURS SOCIAL	3 814	3 039
<b>RESERVE LATENTE BRUTE</b>	479	195

La réserve latente représente la différence entre la valeur comptable nette d'un bien en crédit-bail et sa valeur de marché estimée. Elle peut être positive (plus-value potentielle) ou négative (moins-value potentielle).

## 3. AUTRES INFORMATIONS 3.1 Données Ressources humaines. 3.1.1 Effectif par catégorie socio-professionnelle au 31 décembre 2025

EFFECTIF CONTRACTUEL	AU 31/12/2024	AU 31/12/2025
<b>TECHNICIENS</b>	<b>21</b>	<b>24</b>
Hommes	3	3
Femmes	18	21
<b>CADRES</b>	<b>48</b>	<b>46</b>
Hommes	29	27
Femmes	19	19
<b>TOTAL</b>	<b>69</b>	<b>70</b>

**3.1.2 Provisions pour retraite.** En France, les pensions et retraites du personnel sont prises en charge par des organismes interprofessionnels fonctionnant par répartition auxquels sont versées des cotisations. Celles-ci sont prises en charge dans l'exercice de leur appel. La Banque n'a pas d'engagement au titre de personnels en préretraite. Les droits futurs relatifs aux indemnités de départ en retraite, au droit à la médaille du travail ainsi qu'au régime de retraites complémentaires, sont évalués selon une méthode actuarielle prenant en compte les règles de la Convention collective des banques.

Les critères retenus pour l'exercice 2025 sont les suivants :

	Cadres	Agents de Maîtrise	Employés
Taux d'inflation	Inclus dans les autres paramètres		
Taux d'actualisation	3,66 %		
Profil de carrières	3,00 %	3,00 %	2,50 %
Taux de charges sociales	48,00 %	44,00 %	38,00 %
Taux de dérives des montants	2,00 %		
Age de début de carrière	22 ans	20 ans	20 ans
Table de mortalité	INSEE 2018-2020 (Homme) ou INSEE 2018-2020 (Femme)		
Age de départ à la retraite	65 ans	64 ans	64 ans
Taux de rotation des effectifs	Commun : table TO 2023 – CAD/AGM/EMP (fonction de l'âge)		
Modalité de départ	Départ volontaire		

Les engagements correspondants ont fait l'objet d'une provision complémentaire de 23 362 €. La provision totale s'élève à 193 544 € au 31 décembre 2025. **3.1.3 Formations.** Au cours de l'exercice 2025, les collaborateurs de la Banque ont bénéficié d'actions de formation : D'une part au titre des formations règlementaires à hauteur de 716 heures : LCB-FT, lutte anticorruption, sensibilisation SSI et des formations règlementaires spécifiques. D'autre part au titre des formations liées au développement des collaborateurs et au plan de formation à hauteur de 767 heures (connaissances métiers, outils bureautiques, management, etc...). **3.2. Commissaires aux Comptes.** Les honoraires versés aux Commissaires aux Comptes en 2025 au titre du contrôle légal des comptes de la Banque Chabrières se sont chiffrés à 90 000 € HT. **3.3. Rémunération des membres des organes de direction et d'administration.** Les membres des organes de direction et d'administration ne bénéficient d'aucune rémunération autre que celle prévue dans le cadre de leur contrat de travail. **3.4 Crédits et avances consentis aux membres des organes d'administration et de direction.** Néant. **3.5 Dépenses en matière en Recherche & Développement.** Néant. **3.6 Evènement post clôture.** Depuis fin février 2026, les conséquences des tensions géopolitiques majeures au Moyen Orient, sont, à ce stade, difficilement mesurables pour la Banque Chabrières. La Banque suit l'évolution de ces événements, et est, plus particulièrement attentive, à l'impact de cette situation sur les marchés financiers y compris en matière de hausse des taux. **4. COMMUNICATION FINANCIERE AU TITRE DU PILIER 3.**

INDICATEURS CLES PHASES (KM1) EN K€		31/12/2025	30/09/2025	30/06/2025	31/03/2025	31/12/2024
<b>Fonds propres disponibles (montants)</b>						
<b>1</b>	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	80 155	80 061	80 037	80 319	69 566
<b>2</b>	Fonds propres de catégorie	80 155	80 061	80 037	80 319	69 566
<b>3</b>	Fonds propres totaux	80 155	80 061	80 037	80 319	69 566
<b>Montants d'exposition pondérés</b>						
<b>4</b>	Montant total d'exposition au risque	175 625	167 912	163 105	158 771	215 679
<b>Ratios de solvabilité (en % des RWA)</b>						
<b>5</b>	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	45%	48%	49%	51%	32%
<b>6</b>	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	45%	48%	49%	51%	32%
<b>7</b>	Ratio de fonds propres totaux (%)	45%	48%	49%	51%	32%
<b>Exigences supplémentaires en matière de fonds propres sur la base du SREP (en pourcentage du montant de l'exposition pondérée)</b>						
<b>EU 7a</b>	Exigences supplémentaires du SREP pour le CET1 (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>EU 7b</b>	Exigences supplémentaires AT1 SREP (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>EU 7c</b>	Exigences T2 supplémentaires du SREP (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>EU 7d</b>	Total des besoins en fonds propres du SREP (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>						
<b>8</b>	Coussin de conservation des fonds propres (%)	8%	7%	5%	7%	11%
<b>EU 8a</b>	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un Etat membre (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>9</b>	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	2%	2%	2%	2%	3%
<b>EU 9a</b>	Coussin pour le risque systémique (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>10</b>	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0%	0%	0%	0%	0%

<b>EU 10a</b>	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>11</b>	Exigence globale de coussin (%)	8%	7%	5%	7%	11%
<b>EU 11a</b>	Exigences globales de fonds propres (%)		12%	12%	12%	12%
<b>12</b>	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	12%	12%	12%	12%	12%
<b>Ratio de levier</b>						
<b>13</b>	Mesure de l'exposition totale	502 066	467 551	463 505	447 723	539 674
<b>14</b>	Ratio de levier (%)	16%	17%	17%	18%	13%
<b>Exigences supplémentaires en matière de fonds propres pour faire face aux risques d'effet de levier excessif (en pourcentage du montant total d'exposition du ratio de levier)</b>						
<b>EU 14a</b>	Exigences supplémentaires en matière de ratio de levier CET1 (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>EU 14b</b>	Exigences supplémentaires en matière de ratio de levier AT1 (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>EU 14c</b>	Exigences supplémentaires en matière de ratio de levier T2 (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>EU 14d</b>	Total des exigences du SREP en matière de ratio de levier (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>EU 14e</b>	Coussin de levier applicable	0%	0%	0%	0%	0%
<b>EU 14f</b>	Exigences globales en matière de ratio de levier (%)	0%	0%	0%	0%	0%
<b>Ratio de couverture des besoins de liquidité</b>						
<b>15</b>	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée-moyenne)	247 835	179 164	186 785	184 006	167 479
<b>16</b>	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	37 563	9 842	25 089	9 311	15 684
<b>17</b>	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	660 %	1 820 %	642 %	1 976 %	1 068 %
<b>Ratio de financement stable net</b>						
<b>18</b>	Financement stable disponible total	325 940	301 085	294 436	288 190	328 365
<b>19</b>	Financement stable requis total	169 234	164 261	154 729	163 200	192 366
<b>20</b>	Ratio NSFR (%)	193 %	183%	177%	263%	171%

Suivi Ratio de couverture des besoins de liquidité 2025 en K€					
	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée-moyenne)	Sorties de trésorerie – Valeur pondérée totale	Entrées de trésorerie – Valeur pondérée totale	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)
Janv-25	1 410%	141 381	40 122	36 193	10 031
Févr-25	778%	144 496	32 485	13 911	18 574
Mars-25	1 976%	184 006	37 243	40 599	9 311
avril-25	793%	188 722	44 195	20 386	23 809
Mai-25	678%	158 186	34 600	11 255	23 346
Juin-25	642%	186 785	40 257	11 168	29 089
Juil-25	557%	140 871	32 057	6 757	25 301
Août-25	689%	167 474	35 724	11 432	24 292
Sept-25	1 820%	179.164	39 368	45 832	9 842
Oct-25	1 180%	175 046	31 336	16 504	14 831
Nov-25	1 175%	205 821	37 206	19 687	17 519
Déc-25	660%	247 835	43 723	6 160	37 563

**Note 1 – CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (Actif, poste 3). Comptes ordinaires débiteurs, 2025 A vue : 250 340, 2024 A vue : 233 031, Prêts de durée inférieure à 3 mois, 2025 A terme : 35 000, 2024 A terme : 80 000, Créances rattachées 2025 A terme : 1 320, 2024 A terme : 722, TOTAL 2025 A vue : 250 340, A terme : 36 320, 2024 A vue : 233 031, A terme : 80 722.**

Note 2 – OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (Actif, poste 4)	31-12-2025				31-12-2024
	Encours sains	Encours Douteux	Dépréciations	Net	Net
Comptes ordinaires débiteurs	13 396	1 208	970	13 634	12 637
Crédits	151 733	3 888	2 994	152 627	122 418
- dont crédit sains	151 733	0	0	151 733	122 286
- Douteux non compromis	0	0	5	-5	-111
- Douteux compromis	0	3 888	2 989	899	243
<b>TOTAL</b>	<b>165 129</b>	<b>5 096</b>	<b>3 964</b>	<b>166 261</b>	<b>135 055</b>

**Note 3 - OBLIGATIONS & AUTRES TITRES A REVENU FIXE (Actif, poste 5).** Néant.

**Note 4 - PARTICIPATIONS (Actif, poste 8).** Néant.

PARTICIPATIONS : ACTIF, Titres de participation, 2025 Brut : 1, Net : 1, 2024 Brut 0, Net 0

Note 5 – CREDIT BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT (Actif, poste 9)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Clôture Exercice
Crédit-Bail et location avec option d'achat	7 592	352	-223	7 721
Crédit-Bail et location Contentieux	398		-398	
<b>VALEUR BRUTE TOTALE</b>	<b>7 990</b>	<b>352</b>	<b>-621</b>	<b>7 721</b>
Amortissements	4 003	902	-2 223	4 682
Amortissements Provisions Crédit-bail contentieux				0
Provisions Crédit-bail contentieux	173		-173	0
<b>AMORTISSEMENT TOTAL</b>	<b>4 176</b>	<b>902</b>	<b>-396</b>	<b>4 682</b>
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>3 814</b>	<b>-550</b>	<b>-225</b>	<b>3 039</b>

Note 6 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Actif, poste 11)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Clôture Exercice
Fonds de commerce	90			90
Immobilisations logiciels	2 230	73	-94	2 209
Immobilisations en cours	129			129
<b>VALEUR BRUTE TOTALE</b>	<b>2 449</b>	<b>73</b>	<b>-94</b>	<b>2 428</b>
Amortissements	2 013	155	-94	2 074
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>436</b>	<b>-82</b>	<b>0</b>	<b>354</b>

La méthode d'amortissement utilisée pour les logiciels est le linéaire. La durée d'amortissement des Logiciels est de 3 ans.

Note 7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Actif, poste 12)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Clôture Exercice
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	6 938	735	-388	7 285
<b>VALEUR BRUTE TOTALE</b>	<b>6 938</b>	<b>735</b>	<b>-388</b>	<b>7 285</b>
Amortissements	5 807	471	-388	5 890
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>1 131</b>	<b>264</b>	<b>0</b>	<b>1 395</b>

La méthode d'amortissement utilisée pour les immobilisations corporelles est le linéaire. La durée d'amortissement des immobilisations corporelles est de 5 ans.

**Note 8 – AUTRES ACTIFS (Actif, poste 15).** Primes versées sur opérations de couverture des risques de taux, 2025 : 1 262, 2024 : 1 072, Dépôts Fonds de garantie des dépôts, 2025 : 409, 2024 : 338, Créances fiscales, 2025 : 39, 2024 : 39, Autres créances, 2025 : 0, 2024 : 10, Autres débiteurs divers, 2025 : 855, 2024 : 644, **TOTAL : 2025 : 2 565, 2024 : 2 102.**

**Note 9 – COMPTES DE REGULARISATION (Actif, poste 16).** Comptes d'encaissement, 2025 : 4 344, 2024 : 48 990, Commissions à recevoir et autres comptes de régularisation, 2025 : 6 564, 2024 : 6 564, **TOTAL, 2025 : 10 908, 2024 : 55 554.**

**Note 10 – DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (Passif, poste 2).** Autres sommes dues, A vue, 2025 : 4, 2024 : 200. **TOTAL, 2025 : 4, 2024 : 200.**

Note 11 – DEPOTS RECUS DE LA CLIENTELE (Passif, poste 3)	31-12-2025		31-12-2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes à vue	251 569		337 597	
Comptes de dépôt à terme inférieur à 3 mois		120 000		90 000
Dettes rattachées	191		618	
<b>TOTAL</b>	<b>251 760</b>	<b>120 000</b>	<b>338 215</b>	<b>90 000</b>
	<b>371 760</b>		<b>428 215</b>	

**Note 12 – DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE (Passif, poste 4).** Néant.

**Note 13 – AUTRES PASSIFS (Passif, poste 5),** Créiteurs divers, 2025 : 1 258, 2024 : 967, Provisions pour congés payés, 2025 : 555, 2024 : 492, **TOTAL, 2025 : 1 813, 2024 : 1 459.**

**Note 14 – COMPTES DE REGULARISATION (Passif, poste 6).** Comptes d'encaissement, 2025 : 11 253, 2024 : 5 328, Produits constatés d'avance, 2025 : 57, 2024 : 57, Charges à payer, 2025 : 3 578, 2024 : 4 560, Autres comptes de régularisation, 2025 : 0, 2024 : 1, **TOTAL, 2025 : 14 888, 2024 : 9 945.**

**Note 15 – PROVISIONS (Passif, poste 7).** Provisions pour charges de retraites, Début exercice : 170, Dotations : 23, Fin exercice : 193, Autres provisions, Début exercice : 193, Dotations : 136, Fin exercice : 329. **TOTAL, Début exercice : 363, Dotations : 159, Fin exercice : 522.**

<b>Note 16 – EVOLUTION DES FONDS PROPRES (Passif, postes 11 à 18)</b>	<b>Capital</b>	<b>Réserve Légale</b>	<b>Report à nouveau</b>	<b>Résultat</b>	<b>Total</b>
<b>POSITION 31/12/2024</b>	<b>10 080</b>	<b>1 008</b>	<b>56 483</b>	<b>70 729</b>	<b>78 300</b>
Résultat 2025				9 070	9 070
Affectation résultat 2024			10 729	-10 729	0
	<b>10 080</b>	<b>1 008</b>	<b>67 212</b>	<b>10 728</b>	<b>87 370</b>

Les actionnaires de la Banque Chabrières sont : • ITM ENTREPRISES SAS 99 %, • SOCIETE CIVILE DES MOUSQUETAIRES 1 %, Nombre d'actions : 504 000, Valeur nominale : 20 €.

304 000, valeur nominale : 20 %.

Poste	Note 17 - OPERATIONS AVEC LES GROUPES ACTIONNAIRES	Entreprises liées amont	
		31-12-2025	31-12-2024
ACTIF			
4	Opérations avec la clientèle	33	310
PASSIF			
3	Dépôts clientèle	127 104	153 516
HORS BILAN, ENGAGEMENTS REÇUS			
6	Autres garanties	120 000	90 000

<b>Poste</b>	<b>Note 18 – VENTILATION DE CERTAINS POSTES Actifs/ Passifs selon leur durée résiduelle</b>	<b>A moins de 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 an à 5 ans</b>	<b>A plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
<b>ACTIF</b>						
3	Créances sur les établissements de crédit	286 660	0			<b>286 660</b>
4	Opérations avec la clientèle	15 764	24 688	89 169	36 640	<b>166 261</b>
	<b>TOTAL 2025</b>	<b>302 424</b>	<b>24 688</b>	<b>89 169</b>	<b>36 640</b>	<b>452 921</b>
	<b>TOTAL 2024</b>	<b>327 947</b>	<b>19 838</b>	<b>70 514</b>	<b>30 511</b>	<b>448 808</b>
<b>PASSIF</b>						
2	Dettes envers les établissements de crédit	4				<b>4</b>
3	Opérations avec la clientèle	251 760	0		120 000	<b>371 760</b>
	<b>TOTAL 2025</b>	<b>251 764</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>120 000</b>	<b>371 764</b>
	<b>TOTAL 2024</b>	<b>338 415</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>90 000</b>	<b>428 415</b>
<b>HORS BILAN</b>						
8	Achat d'instruments financiers à terme	5 883	17 377	80 283	34 895	<b>138 438</b>
	<b>TOTAL 2025</b>	<b>5 883</b>	<b>17 377</b>	<b>80 283</b>	<b>34 895</b>	<b>138 438</b>
	<b>TOTAL 2024</b>	<b>61 135</b>	<b>139 030</b>	<b>62 398</b>	<b>30 453</b>	<b>293 016</b>

**Note 19 – VENTILATION DES INTERETS COURUS.** ICNE Autres concours à la clientèle, 2025 : 235 232, 2024 : 181 709, dont ICNE Crédits sains, 2025 : 236 337, 2024 : 183 932, dont ICNE douteux compromis, 2025 : -1 106, 2024 : -2 222, **TOTAL, 2025: 235 232, 2024 : 181 709.**

<b>Note 20 - INTERETS &amp; PRODUITS ASSIMILES (Compte de résultat, poste 1)</b>	<b>31-12-2025</b>		<b>31-12-2024</b>	
	<b>Ets de crédit</b>	<b>Clientèle</b>	<b>Ets de crédit</b>	<b>Clientèle</b>
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	0	506	0	590
Intérêts sur crédits clientèle	0	10 912	0	14 400
Intérêts sur créances douteuses		2		1
Produits sur engagements de financement	0	706	0	1 294
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>12 126</b>	<b>0</b>	<b>16 286</b>
	<b>12 126</b>		<b>16 286</b>	

<b>Note 21 – INTERETS &amp; CHARGES ASSIMILEES (Compte de résultat, poste 2)</b>	<b>31-12-2025</b>		<b>31-12-2024</b>	
	<b>Ets de crédit</b>	<b>Clientèle</b>	<b>Ets de crédit</b>	<b>Clientèle</b>
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs		10	5	87
Intérêts sur comptes et emprunts		3 388		5 853
Charges s/engag. de garantie reçues	908		605	
Charges s/couvertures des risques de taux	402		343	
<b>TOTAL</b>	<b>1 310</b>	<b>3 398</b>	<b>953</b>	<b>5 940</b>
	<b>4 708</b>		<b>6 893</b>	

Note 22 – COMMISSIONS (Compte de résultat, postes 8 & 9)	31-12-2025		31-12-2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations de trésorerie & interbancaires	23 546	36 203	19 250	31 579
Opérations avec la Clientèle	0	10 390	0	10 378
Autres commissions	2 804	834	2 697	556
TOTAL	26 350	47 427	21 947	42 513

**Note 23 – CHARGES GENERALES D’EXPLOITATION BANCAIRE (Compte de résultat, poste 14).** Salaires et traitements, 2025 : 4 515, 2024 : 4 324, Charges sociales, 2025 : 1 863, 2024 : 1 938, Impôts, taxes et assimilés sur rémunérations, 2025 : 574, 2024 : 604, Autres charges administratives, 2025 : 7 160, 2024 : 6 447, Dotation aux amortissements, 2025 : 625, 2024 : 540, **TOTAL, 2025 : 14 737, 2024 : 13 854.**

**Note 24 – COUT DU RISQUE (Compte de résultat, poste 16).** Dépréciation sur créances douteuses, 2025 : -1 327, 2024 : -1 719, Pertes sur créances irrécupérables provisionnées, 2025 : 0, 2024 : -189, Reprise de provisions sur créances douteuses, 2025 : 553, 2024 : 801, Récupération sur créances amorties, 2025 : 5, 2024 : 5, **TOTAL, 2025 : -769, 2024 : -1 102.**

**Le coût du risque comprend :** • Crédits : Dépréciation 1 327 K€. Reprises 553 K€ sur l’exercice 2025. • Des récupérations sur créances amorties pour 5 K€.

Analyse du coût du risque (en K€)	CDL* fin de période	Dépréciations					Pertes sur Créances Irrécouvrables (Pertes et Profits)	Récupérations sur Créances Amorties	Transfert (ANC 2014-07)	Coût du Risque Net 31/12/25
		Stock Provisions Début Période 31.12.23	Dotations Période	Reprises Période	Ajustements Hors coût du risque	Stock Provisions Fin Période				
TOTAL	767	3 016	1 327	553	0	3 790	0	5	0	768
BILAN Crédits Banque Chabrières (dont déchus)	767	3 016	1 327	553	0	3 790	0	5	0	768

\*Créances Douteuses et Litigieuses

**Note 25 – ANALYSE DE LA CHARGE FISCALE (Compte de résultat, poste 19).** Résultat net comptable hors impôts sur les bénéfices, 2025 : 12 057, 2024 : 14 427, Produits de l’exercice provisoirement non imposables, 2025 : -5 115, 2024 : -2 689, Charges de l’exercice provisoirement non déductibles, 2025 : 4 723, 2024 : 2 585, **RESULTAT FISCAL IMPOSE AU TAUX COURANT, 2025 : 11 665, 2024 : 14 323, IMPOT SUR LES BENEFICES, 2025 : 2 987, 2024 : 3 699.**

**Note 26 – Opérations sur instruments financiers à terme de taux d’intérêt (marchés de gré à gré, en milliers d’euros). MONTANT DES CAPITAUX ENGAGES.** 2025. Macro-couverture globale, Etablissements de crédit résident et Total Caps et Collars, **Nombre de contrats : 33, Coût de remplacement : 1 228, Notionnels : 138 438.**

**Note 27 - EFFECTIF AU 31 DECEMBRE.** Employés, 2025 : 24, 2024 : 21, Cadres, 2025 : 46, 2024 : 48, **TOTAL, 2025 : 70, 2024 : 69.**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025).** A l’Assemblée générale de la société BANQUE CHABRIERES, **1. Opinion.** En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société BANQUE CHABRIERES relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité des Risques, de l’Audit et du Contrôle Interne. **2. Fondement de l’opinion** – 2.1. Référentiel d’audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport. 2.2. Indépendance. Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014. **3. Observation.** Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2023-03 et ANC n°2022-06 exposées dans la note 2.1 de l’annexe des comptes annuels. **4. Justification des appréciations - Points clés de l’audit.** En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Points clés d'audit : Estimation des dépréciations au titre du risque de crédit sur les opérations avec la clientèle. Risque identifié.** La société Banque Chabrières comptabilise au 31 décembre 2025 des dépréciations pour couvrir les risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Au 31 décembre 2025, la provision pour dépréciations des encours de crédits s'élève à 3 M €. La banque calcule les dépréciations en estimant les flux de recouvrement, après prise en compte de la mise en jeu des garanties pour les créances vis-à-vis des points de vente. Nous avons considéré que les dépréciations sur les créances avec la clientèle, constituent un point clé de l'audit en raison de : • l'importance relative de ces financements au bilan ; • la part significative du jugement de la banque dans l'estimation des flux de recouvrement. **Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque.** Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nos travaux ont consisté à : • Prendre connaissance des procédures de contrôle interne mises en place pour le suivi du risque de crédit, l'appréciation du risque de non-recouvrement et la couverture des pertes de valeur par des dépréciations ; • Examiner le caractère approprié des informations données dans la note 2.22 de l'annexe. • Tester l'efficacité opérationnelle des contrôles clés identifiés relatifs à ces procédures ; • Apprécier le correct déclassement des encours et leur correcte dépréciation en fonction de l'antériorité des échéances impayées ou de l'état de la procédure judiciaire des points de vente en s'appuyant sur un audit IT des paramètres ; • Tester, au moyen d'un audit IT et une revue des paramètres, l'adéquation des dépréciations comptabilisées eu égard aux prévisions de flux de trésorerie futurs estimés par la banque ; • Revue du test rétroactif sur les dépréciations des créances (back-testing) effectué par la banque ; • Vérifier les informations présentées en annexes.

**5. Vérifications spécifiques.** Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.** Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

**6. Informations relatives au gouvernement d'entreprise.** Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

**7. Désignation des commissaires aux comptes.** Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Chabrières par l'assemblée générale du 2 décembre 2025 pour le cabinet ACA NEXIA. Au 31 décembre 2025, le cabinet RSM Paris était dans sa sixième année de sa mission sans interruption et le cabinet ACA NEXIA dans la première année de sa mission sans interruption.

**8. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.** Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Il incombe au Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

**9. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels. Objectif et démarche d'audit.** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre : • il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ; • il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ; • il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ; • il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ; • il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle. **Rapport au Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne.** Nous remettons au Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport. Nous fournissons également au Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne, la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées. Paris, le 28 avril 2026, Les commissaires aux comptes, ACA NEXIA Représenté par Laurent Cazebonne et RSM PARIS Représenté par Ratana Lyvong. Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public : Parc de Tréville, 5 allée des Mousquetaires – 91070 BONDOUFLE.